

Participation du Président de la République à la réunion ministérielle sur l'opérationnalisation du plan de paix au Proche-Orient.

Messieurs les Premiers ministres, mesdames, messieurs les ministres, mesdames les ambassadrices, messieurs les ambassadeurs, en vos grades et qualités,

Je veux vous remercier d'être aujourd'hui à Paris à l'invitation du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères en ce jour crucial. Et je tenais à venir vous saluer avant vos travaux et à vous dire quelques mots avant de vous laisser travailler.

En effet, vous vous retrouvez, et ce n'est pas tout à fait le hasard des calendriers, dans un jour crucial pour les peuples israéliens et palestiniens, comme pour le Moyen-Orient et tous ceux qui soutiennent la paix et la sécurité pour tous dans la région.

Cette nuit, un accord historique a été conclu à Charm El-Cheikh, et je tiens ici à féliciter le Président Trump pour son engagement personnel, l'émir du Qatar et le Premier ministre, cher Mohammed, et son équipe de négociation, le Président Sissi et le Président Erdogan pour leur contribution cruciale à cet accord. Et je veux remercier tous les ministres et leurs chefs d'État et de gouvernement présents autour de la table, parce que vous avez ô combien participé à ces efforts durant les semaines passées. Je suis très reconnaissant à ceux qui ont peu dormi, justement, concluant un accord à 2h du matin pour pouvoir être avec nous aujourd'hui. Cet accord, après deux années de calvaire insupportable, enduré par les otages du Hamas, deux années de souffrances indicibles endurées par les Palestiniens à Gaza, doit permettre un cessez-le-feu permanent, la libération de tous les otages et un accès humanitaire immédiat à la bande de Gaza. Et au fond, les heures à venir à cet égard seront décisives. Et c'est là-dessus que je voulais insister.

D'abord, Israël, et c'est en ce moment même, doit maintenant approuver ce plan qui offre enfin aux familles plongées dans l'attente inhumaine de leurs proches la perspective de retrouvailles et à tout le peuple israélien de voir enfin une autre perspective que la guerre permanente s'ouvrir à ses yeux. C'est le choix de l'intérêt du peuple israélien qui se présente cet après-midi au cabinet israélien pour ensuite cesser toute attaque, se retirer justement sur la ligne convenue et autoriser pleinement l'aide humanitaire sous l'égide des Nations unies sans plus de contraintes.

Ensuite, le Hamas doit tenir ses promesses de libérer tous les otages et tous les groupes armés à Gaza et respecter le cessez-le-feu. L'intérêt du peuple palestinien à ce que cette guerre s'arrête sans plus tarder était l'évidence même, alors que des centaines de milliers de blessés ne peuvent être soignés et que des dizaines de milliers de victimes attendent d'être enterrées par leurs proches, et que nous devons aux 2 millions de Gazaouis de retrouver la dignité de vivre et la sécurité la plus basique sur cette terre brûlée qu'est aujourd'hui Gaza.

La responsabilité du Hamas dans cette catastrophe est immense. Elle signe son exclusion de tout avenir possible, mais elle impose le respect, justement, de ce qui a été convenu dans l'accord de cette nuit. Le travail et les responsabilités ne s'arrêtent pas à ce premier temps, qui est pourtant très important, ni au cercle étroit des parties prenantes au conflit, et c'est la raison pour laquelle notre réunion de cet après-midi est très importante, et elle s'inscrit en complémentarité, en continuité complète avec l'initiative américaine.

Le Président Trump a tracé une voie ambitieuse pour un accord global au Proche-Orient. Cet engagement est essentiel, et nous sommes là pour en soutenir la vision, celle d'un cessez-le-feu permanent, d'une stabilisation de Gaza, qu'il soit à même d'offrir la sécurité pour tous à travers une solution politique, fondée sur un État Palestinien, une coexistence enfin pacifique dans la région. Votre collègue israélien évoquait ce matin la nécessité d'étendre le cercle de la paix et de la normalisation. C'est l'intime conviction qui nous a poussés, avec le prince héritier Mohammed Bin Salman, à lancer cette initiative franco-saoudienne, et la déclaration de New York qui a réuni 142 États. Ces 142 États sont prêts à soutenir cette vision, y compris, et il vaut la peine de le souligner dans ce nouveau Moyen-Orient que nous dessinons peut-être collectivement en ce moment, le Liban et la Syrie qui se sont joints à nous.

Tous aujourd'hui, autour de cette table, nous sommes prêts à contribuer à soutenir le plan de paix américain. Il a besoin de nos retours honnêtes, de nos contributions concrètes dans chacune de ses dimensions : la gouvernance, la sécurité, l'aide humanitaire et la reconstruction. D'abord, l'établissement d'une gouvernance temporaire pour Gaza, vous y avez beaucoup travaillé ces deux dernières années. Sur ce point, nous ne devons pas perdre de vue la nécessité d'une appropriation palestinienne qui constitue la base de l'horizon politique rappelé par le Président Trump, autodétermination et création d'un État. L'unité de Gaza et de la Cisjordanie par l'Autorité palestinienne ne doit pas rester un horizon vague, mais une transition avec échéance claire vers cet objectif doit être définie pour assurer le succès des phases à venir. Mais pour ce faire, la gouvernance immédiate de Gaza, excluant complètement le Hamas et intégrant aussi complètement l'Autorité palestinienne, avec tout le travail de proposition de candidats, y compris de *vetting* que vous avez mis en place ces dernières années, doit aller à son terme.

Deuxièmement, c'est le rétablissement de la sécurité de l'ordre public. Sur ces questions, le plan de paix américain est pleinement en phase avec les principes et instruments de la déclaration de New York. Le Hamas doit être désarmé. Le démantèlement des armes est une étape essentielle vers un cessez-le-feu durable. Nous devons collectivement le soutenir et faire pression sur le Hamas dans ce sens et identifier les étapes de très court terme réalistes, comme vous l'avez proposé, c'est-à-dire les équipements les plus lourds, les tunnels, tout ce qui a été des instruments des dernières années du Hamas pour créer le chaos et ses attaques. En parallèle, une force internationale de stabilisation temporaire doit être déployée à Gaza. Cette force formera et équipera les forces de sécurité palestiniennes à Gaza, en coopération, et je les en remercie, avec la Jordanie et l'Égypte, qui ont une expérience étendue en la matière. Et la France, et je remercie d'ailleurs les collègues européens ou alliés qui sont présents ici et qui ont déjà commencé ou manifesté leur volonté de faire, la France est prête à y jouer un rôle.

Nous travaillons avec nos partenaires européens pour renforcer les missions de la PESC de l'UE à cet égard, la contribution de vos pays sera cruciale, mais nous avons tous un rôle à jouer dans cette force internationale de stabilisation et les éléments de formation. Dans ce cadre, il est clair qu'aussi, avoir un cadre international onusien, travailler à bâtir ce cadre onusien est clé parce qu'il permettra à beaucoup d'autres contributeurs de se joindre, et beaucoup de pays ont manifesté leur volonté de se joindre à un tel effort, mais leur volonté d'avoir un cadre agréé par les Nations unies. Ce qui est, je crois, une façon d'avancer ensemble.

Troisièmement, c'est la fourniture d'une aide vitale et le soutien à la récupération et à la reconstruction de Gaza. L'élément le plus important et immédiat sur lequel nous devons tous appuyer, c'est évidemment la distribution de l'aide qui doit reprendre de toute urgence à une échelle beaucoup plus grande. L'aide doit transiter par les Nations unies, CICR et les organisations humanitaires indépendantes de confiance, en pleine conformité avec le droit international humanitaire, et par tous les points d'accès, y compris à travers les lignes de retrait successives. Et ça doit être la priorité des priorités pour nous tous. Celle-ci est indispensable et c'est l'un des premiers points que nous suivrons dès après la mise en œuvre de l'accord signé cette nuit.

Mais l'aide à court terme seule ne suffit pas, nous le savons. Nous devons aider d'urgence l'Autorité palestinienne, confrontée à une grave crise financière, à stabiliser sa capacité à gouverner, à fournir des services essentiels, à maintenir la sécurité. Nous devons aider le système bancaire palestinien aussi, et tout ça fait partie de ce qui est nécessaire pour recouvrer une stabilité dans la durée. Dans cet esprit, nous avons lancé, avec l'Espagne, le Royaume-Uni, l'Arabie saoudite et de nombreux autres pays, une coalition d'urgence pour la viabilité financière de l'autorité palestinienne. Et l'Union européenne a réuni un groupe de donateurs, et je l'en remercie à cet égard.

La libération immédiate des revenus de l'autorité palestinienne est, elle aussi, un prérequis pour assurer une soutenabilité du plan américain, et c'est un point sur lequel il faut convaincre tout le monde dans les prochaines heures et les prochains jours. Enfin, je veux dire un mot aussi pour ne pas oublier ici la Cisjordanie. L'accélération de la construction des colonies en Cisjordanie constitue une menace existentielle pour l'État de Palestine. Elle est non seulement inacceptable et contraire au droit international, elle alimente les tensions, la violence, l'instabilité. Et de fait, elle vient d'abord contredire le plan américain et notre ambition collective d'une région. Elle vient contredire les objectifs précédents de l'administration américaine, puisqu'elle met en danger les accords d'Abraham précédemment signés, et elle n'a rien à voir avec le Hamas et le 7 octobre 2023. Et donc, il est important de ne pas ajouter une zone de conflit à celle que nous sommes en train de régler et de rester très vigilants sur la situation en Cisjordanie.

Voilà, Messieurs les Premiers ministres, Mesdames, Messieurs les ministres, Excellences, chers amis, je ne veux pas être ici plus long. Il y a quelques semaines à peine, nous étions plusieurs autour de la table, à pousser pour une solution à deux États et soutenir ce plan de paix et de sécurité pour tous, qui, je crois, a créé une dynamique collective. Il y a eu ensuite le plan de paix proposé par le Président américain, qui était une étape décisive, et l'accord finalisé sur cette base hier, avec votre contribution essentielle, est une étape historique.

Maintenant, je veux que vous sachiez que nous resterons mobilisés à vos côtés pour faire de cette étape une réalité et pour nous attacher à ce que chacune des étapes que je viens trop rapidement ici de balayer devienne une réalité à son tour, car nous savons combien la guerre est têtue et il est difficile de l'arrêter, mais nous savons aussi combien les paix sont fragiles. Et donc, c'est cet engagement méthodique, cette exigence que nous devons avoir qui sera clé dans la durée.

Vous savez en tout cas que la France se tiendra à vos côtés. Et je pense que vous avoir tous dans ce format aujourd'hui à Paris est ô combien important. Et je vous remercie de cette mobilisation, de votre présence aux côtés de votre homologue français. Et je remercie encore une fois les négociateurs qui ont travaillé jusqu'tard dans la nuit d'être présents aujourd'hui pour manifester aussi la continuité, la complémentarité de ce plan américain et de ce que nous sommes en train de faire aujourd'hui à Paris.

Je vous remercie beaucoup. Je vous souhaite un bon courage pour vos discussions et vos travaux avec l'ensemble de vos équipes. Et je veux que vous sachiez que vous pourrez compter sur la France de manière constante. Merci beaucoup et bons travaux.